

FINANCES

OPINION SUR LE MARCHÉ

Bryant, Dunn & Co. — Le président Wilson a fait aux représentants de la nation l'exposé des buts de guerre que poursuivent les Etats-Unis. En moins de paroles que Lloyd George il est allé plus loin, surtout il a parlé en toute franchise, faisant table rase des réticences habituelles aux hommes politiques. Estimant que d'un point à un autre, le plus court est la ligne droite, il l'a suivie pour aller au but.

Les données du problème sont donc nettement posées, du moins les nôtres: reste à savoir si l'Allemagne ne consentira pas à jouer cartes sur table. Dans le monde de la Bourse on incline à croire que les empires centraux voudront bientôt causer, car on suppose que les préparatifs des Etats-Unis sont de nature à leur donner à réfléchir. C'est là une opinion évidemment mais à laquelle il est permis d'en opposer une autre. Partant de ce principe qu'il faut rendre même au diable ce qui lui appartient, nous reconnaitrons aux Allemands de la bravoure et aussi de l'entêtement. Nos exigences leur apparaissent énormes, elles signifient un amoindrissement pour leur pays et le démembrement de l'Autriche. Eux qui, en considérant le territoire occupé, se croient les vainqueurs, ne consentiront pas volontiers à se laisser enlever la proie qu'ils tiennent. Certes les préparatifs américains sont formidables et de nature à leur donner à réfléchir, mais encore une fois les Allemands sont braves et il faut autre chose qu'une menace, même venant d'Amérique pour les faire reculer. Reste l'opposition socialiste au pangermanisme qui grandit chaque jour et l'irritation du peuple qui déjà se manifeste. Ce sont là peut-être des facteurs de paix plus puissants que ceux sur lesquels nous comptons, car leur force est faite de la misère qui s'accroît.

Il est permis de penser avec les stratégestes, les financiers et certains hommes d'Etat, que la paix est lointaine. Pour notre part nous nous permettrons de dire qu'il ne faut pas la souhaiter prochaine, si elle ne doit pas être déterminée par l'effondrement du militarisme prussien. Autrement, l'incendie se rallumerait à ses cendres mal éteintes.

Telles sont les raisons qui nous font croire à la continuation de la guerre, c'est-à-dire de la période de formidables commandes. C'est pourquoi notre confiance demeure entière dans le marché dont le relèvement nous apparait certain pour peu que l'on porte le regard vers l'avenir.

LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

La Banque Provinciale du Canada nous communique son rapport préliminaire de l'exercice fiscal dernier. On y voit que les profits, au 31 décembre, atteignaient \$207.483.67, soit un pourcentage de 20¾% sur le capital payé.

Ces profits ont été distribués comme suit: Pour dividende, 7% pour l'année, soit \$70,000; pour impôt de guerre sur la circulation, \$10,000; pour contribu-

tion au Fonds de pension des employés, \$5,000; pour contribution au Fonds Patriotique, \$6,500, etc.

On a porté au Fonds de réserve générale la somme importante de \$50,000. Ce Fonds se chiffre présentement au total de \$750,000, soit à 75% du capital payé de la banque.

Les obligations envers le public, dépôts, etc., s'élèveront au chiffre imposant de \$19,873,449, et les obligations totales, y compris celles envers les actionnaires, au montant de \$21,684,945.

Pour faire face à ces obligations, la banque possède un montant de \$5,747,182 en or, billets de banque et dépôts en banque, et en plus la somme de \$8,066.883, en débiteures de pays étrangers, du Canada, des municipalités, etc., ce qui forme un actif liquide total de \$13,614,065, soit le pourcentage élevé de 68½% sur les engagements totaux vis-à-vis le public.

Les prêts commerciaux de l'institution se sont élevés, en 1917, à \$7,158,721, soit une augmentation de plus de \$600,000 sur ceux de l'an dernier.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le 23 janvier, à midi, au bureau-chef.

LA BANQUE DE COMMERCE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Canadian Bank of Commerce" a eu lieu cette semaine, à Toronto. Le rapport financier du dernier exercice, tel qu'analysé récemment, a été jugé très satisfaisant.

Sir Edmund Walker, président de l'institution, a dit que la balance favorable du commerce canadien, pour les dix-huit mois écoulés en fin de septembre dernier, s'est élevée à \$552,000,000, à une date où le pays commençait à exporter la moisson à un prix inconnu jusqu'alors. D'après un estimé gouvernemental, la valeur des produits de la terre a atteint, en 1917, \$1,089,000,000. Il est heureux, ajoute sir Edmund, que le Canada possède autant de ressources agricoles, dont il pourra faire bénéficier la noble cause des alliés, tout en réalisant d'énormes bénéfices. La continuation de notre prospérité dépendra aussi des commandes de guerre que nous obtiendrons aux prix actuels. Sir Edmund n'appréhende aucune dépression sérieuse des affaires au pays, à la conclusion de la paix.

Sir John Aird, le gérant général, a parlé de l'administration des affaires de la banque. Bien que 75% environ du personnel de l'institution se soit enrôlé dans l'armée, depuis 1914, les affaires ont été très bonnes, et les recettes nettes de 1917 ont été de \$198,000 supérieures à celles de l'année précédente. La banque a pu distribuer très régulièrement son dividende, et une balance très substantielle a pu être reportée au compte des profits et pertes, balance qui constitue une réserve contre la possibilité d'un déclin dans les cours des valeurs présentement détenues par l'institution.

Tous les directeurs ont été réélus, et, à une réunion spéciale de ceux-ci, une immédiatement après celle des actionnaires, sir Edmund Walker a été réélu président, et M. Z.-A. Lash, C.R., LL.D., vice-président.